



COMMUNIQUÉ DE PRESSE Pour diffusion immédiate

CAMPAGNE ÉLECTORALE : LES PREMIÈRES NATIONS EXIGENT UN VÉRITABLE DIALOGUE DE GOUVERNEMENT À GOUVERNEMENT AVEC LE QUÉBEC

Québec, le 28 septembre 2026 — À une semaine de l'élection générale québécoise, une vingtaine de Chef·e·s, Grand·e·s Chef·e·s, de dirigeant·e·s et de représentant·e·s de gouvernements et d'organisations des Premières Nations se sont réunis devant l'Assemblée nationale, à Québec, pour dénoncer avec vigueur l'effacement persistant des enjeux des Premières Nations de la campagne électorale. Les Premières Nations ne sont pas de simples parties prenantes. Elles sont des gouvernements à part entière, titulaires de droits inhérents et disposant du droit à l'autodétermination. Les formations politiques doivent impérativement prendre acte de ces réalités.

Les gouvernements des Premières Nations représentés comprenaient notamment le Conseil tribal de la Nation algonquienne Anishinabeg, ainsi que les Premières Nations de Lac-Simon, Essipit, Pekuashipi, Uashat mak Mani-utenam, Matimekush-Lac John, Unamen Shipu, Pekuakamiulnuatsh, Abitibiwinni, Wemotaci, Manawan, Opitciwan et la Nation Wendat. L'Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador (APNQL) y était également représentée, ainsi que Femmes Autochtones du Québec (FAQ).

Au cœur de cette mobilisation se trouvent des priorités fondamentales : assurer la sécurité et la dignité des membres des Premières Nations, garantir leur pouvoir décisionnel sur leurs territoires et les ressources naturelles, et mettre fin aux décisions unilatérales qui continuent d'être prises sans leur participation. Ces questions ne peuvent plus être reléguées au second plan par les formations politiques.

Sécurité et dignité des Premières Nations

Cette mobilisation coïncide avec la sixième commémoration du décès de Joyce Echaquan, un événement tragique devenu emblématique des enjeux de sécurité culturelle et d'équité dans les services publics. Un moment a également été consacré à la mémoire de Joyce Echaquan et pour rappeler l'urgence d'agir pour que de tels événements ne se reproduisent plus.

« Six ans après le décès de Joyce Echaquan, les femmes, les enfants et les familles autochtones continuent de faire face à des obstacles importants dans l'accès à des services sécuritaires et respectueux. C'est pourquoi nous réitérons collectivement l'urgence de reconnaître le Principe de Joyce, de mettre en œuvre la Recommandation générale n° 39 sur les droits des femmes et des filles autochtones, et de prendre des mesures concrètes pour lutter contre le racisme et la discrimination systémiques. Il s'agit d'une question de justice, d'égalité et de respect des droits humains. Cette réalité mérite d'être abordée de front par celles

et ceux qui aspirent à gouverner le Québec », a déclaré Marjolaine Étienne, présidente de Femmes Autochtones du Québec.

Territoire, ressources naturelles et avenir économique

Les représentant-e-s réunis ont également souligné que les débats entourant la protection du caribou, le développement des ressources naturelles et l'aménagement du territoire concernent directement les Premières Nations et ne peuvent être menés sans leur participation. Les Premières Nations représentées s'attendent à ce que toute stratégie de protection du caribou et de son habitat soit menée en co-construction avec elles.

« On ne peut pas discuter de l'avenir économique du Québec, de la protection du caribou ou du développement des ressources naturelles sans les Premières Nations. Il n'y aura pas d'accès au territoire sans le consentement préalable, libre et éclairé de nos Nations. Nous voyons actuellement les représentants de plusieurs partis politiques parler comme si la gestion des ressources naturelles et le développement qui en découle dépendaient du bon vouloir des membres du gouvernement du Québec. Ils oublient une réalité fondamentale. Les Premières Nations ne seront plus placées devant des faits accomplis ni consultées à la fin de processus conçus sans elles. Elles doivent être à la table dès le départ, participer à la définition des priorités et exercer un réel pouvoir décisionnel sur tout projet touchant leurs territoires, leurs droits et leur avenir. Nous ne sommes pas contre le développement – seulement contre celui qui se fait sans nous et qui omet de respecter nos droits ancestraux. », a affirmé Lucien Wabanonik, Chef de la Nation Anishinabe de Lac-Simon.

Reconnaissance des gouvernements autochtones

Les gouvernements des Premières Nations présents ont été catégoriques. Les Premières Nations sont des gouvernements à part entière, titulaires de droits inhérents et ancestraux protégés par la Constitution canadienne et du droit à l'autodétermination consacré par la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. Cette réalité juridique et politique exige du Québec qu'il établisse avec les Premières Nations de véritables relations de gouvernement à gouvernement et qu'il reconnaisse pleinement leur autorité, leurs compétences et leur pouvoir décisionnel.

« Les Premières Nations ne demandent pas une place symbolique dans le débat public. Nous sommes là depuis des millénaires. Nous sommes d'ailleurs le premier ordre de gouvernement sur nos territoires. Avant les paliers municipal, provincial et fédéral, il y a les Premières Nations. Nous sommes des peuples et des Nations souveraines dont le territoire n'a jamais été cédé. Aucun compromis ne devra être fait sur notre propre droit à l'autodétermination. Les relations entre le Québec et les Premières Nations doivent être fondées sur le respect des droits, le respect de notre droit à l'autodétermination et d'un véritable dialogue de gouvernement à gouvernement », a précisé le Chef de la Première Nation des Innus d'Essipit, Martin Dufour.

« Le Québec ne pourra se développer sans les Premières Nations. Il est frappant de constater que plusieurs enjeux ont légitimement trouvé leur place au cœur de la campagne électorale, mais que ceux des Premières Nations ont pratiquement tous été évacués. Nous exclure ainsi, tout autant que dans les projets d'avenir et les aspirations du Québec, c'est perpétuer un silence et une marginalisation qui va dans le sens du racisme systémique. Nous sommes des alliés de premier plan et une véritable relation de gouvernement à gouvernement, fondé sur le respect de nos droits, de nos priorités et de notre autonomie doit être plus que des paroles. » a déclaré le Grand Chef de la Nation Wendat, Pierre Picard.

« Les Premières Nations sont présentes, engagées et incontournables. Nous invitons les partis politiques à respecter cette réalité et à s'engager dans un partenariat authentique sur les réalités qui touchent nos peuples, nos territoires et notre avenir commun. Plus que jamais, nous devons bâtir ensemble le Québec de demain, dans le respect, l'engagement et la prospérité partagée. Et ce travail ne peut attendre : il commence maintenant. » a conclu le Chef de l'Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador, Francis Verreault-Paul.

Les participant-e-s ont conclu leur intervention en invitant les chef-fe-s des partis politiques à profiter des derniers jours de la campagne électorale pour se prononcer de façon claire sur les enjeux soulevés.

— 30 —

Photo officielle : Chef-e-s, Grand-e-s Chef-e-s, dirigeant-e-s et représentant-e-s de gouvernements et d'organisations des Premières Nations représentés.

Source : Conseil de la Nation Anishnabe de Lac Simon, Conseil de la Première Nation Abitibiwinini, Conseil des Atikamekw de Manawan, Conseil des Atikamekw de Wemotaci, Conseil de la Première Nations des Innus Essipit, Conseil de la Nation Innu Matimekush-Lac John, Conseil des Innus de Pakua Shipu, Pekuakamiulnuatsh Takuhikan Innu Takuaikan Uashat Mak Mani-Utenam, Conseil des Innus d'Unamen Shipu, Nation Wendat, Conseil Tribal de la Nation algonquine anishinabeg, Assemblée des Premières Nations Québec Labrador, Femmes Autochtones Québec.

Pour information et demandes d'entrevues :

Pascal Deslauriers
Responsable des relations médias
514 295-2103
p.deslauriers@seize03.ca

Meghane Thibodeau
Responsable des relations médias
514-963-5061
m.thibodeau@seize03.ca